

Le monde des instituts économiques en pleine effervescence , Challenges, 2 janvier

Thierry Fabre

Création d'instituts, fusion d'organismes historiques, rapprochement avec les entreprises... Portée par des figures mondialement reconnues, la recherche française s'ouvre tous azimuts pour rester dans la course.

Tout feu tout flamme. Après quatre ans passés à la Banque de France, Lionel Fontagné, spécialiste d'économie internationale, ne cache pas son enthousiasme de diriger le nouvel institut lancé le 6 janvier par la prestigieuse Ecole d'Economie de Paris (Paris School of Economics), présidée par [Esther Duflo](#) , Prix Nobel. L'Institute for macroeconomics and international policies (i-MIP) sera centré sur la macroéconomie et l'international, avec l'ambition d'évaluer l'impact de politiques très diverses, du [Budget 2025](#) de la France à l'accord du [Mercosur](#) en passant par les mesures [protectionnistes prévues par Donald Trump](#). « *Nous serons à la pointe de la recherche dans l'évaluation des politiques publiques, en utilisant de nouveaux modèles et de nouvelles données* » , souligne Fontagné.

[Qui est Esther Duflo, la nouvelle présidente de Paris School of Economics??](#)

En fait, cette start-up scientifique vise à rééditer le succès d'un autre institut, créé par la même Ecole d'économie de Paris en 2012, l'Institut des politiques publiques. Dirigé par [Antoine Bozio](#) , cet organisme centré sur l'évaluation de mesures fiscales, sociales ou dans l'éducation s'est imposé comme une référence – son rapport explosif sur [la fiscalité des ultrariches](#) avait défrayé la chronique –, avec sa trentaine d'économistes et ses 155 contrats de recherche signés depuis sa création.

Enquêtes sur l'évasion fiscale

Ça bouge dans le petit monde des instituts économiques, longtemps resté assez immobile. Ces dernières années, les nouveaux centres se sont multipliés. Par exemple, [Thomas Piketty](#) a créé le World Inequality Lab, qui a construit une base de données mondiale sur les inégalités et un réseau international de chercheurs.

De son côté, [Philippe Aghion](#) (Collège de France) a lancé son Centre de recherche sur l'économie de l'innovation, planchant sur la productivité, l'entrepreneuriat et la croissance. Et [Gabriel Zucman](#) (Berkeley) a créé l'Observatoire européen de la fiscalité, à Paris, où 25 chercheurs mènent des enquêtes sur l'évasion fiscale des grandes fortunes et des multinationales.

Cet organisme change de dimension et va devenir mondial, en surfant sur la proposition de Zucman de créer un impôt planétaire sur les milliardaires, reprise par le G20. Et il va un peu plus ouvrir son financement, émanant, à l'origine, de la Commission européenne et aujourd'hui réparti entre agences de recherche publiques et donateurs privés. « *En France, il y a une grande vitalité, révélée par la création de nouveaux laboratoires qui ont de plus en plus une influence internationale*, souligne Gabriel Zucman *Le modèle à suivre, c'est celui du laboratoire contre la pauvreté d'Esther Duflo, basé au MIT, aux Etats-Unis, mais implanté dans le monde entier.* »

[Big bang en cours dans le petit monde des instituts économiques](#)

Risque d'instrumentalisation

Outre ces créations, les organismes plus anciens se rapprochent. L'OFCE et le Cepii, créés par Raymond Barre, alors Premier ministre, il y a plus de quarante ans, fusionnent au sein de [Sciences-Po](#) , sous la tutelle de la Fondation nationale des sciences politiques. L'opération est déjà très avancée, avec un nouvel organigramme et un programme de travail. L'ensemble

constituera une force de frappe d'une soixantaine d'économistes et d'une vingtaine de conseillers scientifiques.

« *Les deux instituts sont très complémentaires, l'OFCE étant spécialisé sur la France, le Cepii couvrant l'économie internationale*, souligne Antoine Bouët, directeur du Cepii. *Notre ambition est de mettre en œuvre complètement cette fusion en 2025.* » Seul problème : l'instabilité gouvernementale. Depuis la dissolution, le sujet du montant de l'enveloppe budgétaire du Cepii après son transfert à Sciences-Po, avec la prise en compte des coûts liés à la fusion (contrats de travail, immobilier), est en suspens.

Reste que les économistes n'hésitent plus à sortir de leurs labos pour s'associer à l'Etat et l'aider à mieux prévoir ses recettes budgétaires ou aux patrons, qui veulent peser dans le débat public. [Patrick Martin](#) (Medef) et Philippe Aghion ont ainsi lancé, le 24 octobre, le « Front Economique », vaste opération de gamberge sur des sujets liés à l'entreprise. De fait, cette mobilisation vise à sauver la politique probusiness d'Emmanuel Macron, qui n'a guère la cote dans l'opinion et chez les politiques. Parmi les experts sollicités, on trouve Gilbert Cette (Neoma), [Xavier Jaravel](#) (London School of Economics) ou Thomas Philippon (New York University). De son côté, Alexandra Roulet (Insead), l'ex-conseillère économique d'Emmanuel Macron, planchera avec Pierre-André de Chalendar, l'ancien patron de Saint-Gobain à la tête de l'Institut de l'Entreprise, sur le travail et sa rémunération.

[Rencontre avec Gilbert Cette, l'économiste qui murmure à l'oreille de Macron](#)

Problème : certains économistes regrettent aujourd'hui de s'être laissé embarquer dans un projet qui risque de les instrumentaliser, en déplorant notamment l'absence des syndicats. « *Ils ont peur de ne servir que de caution aux patrons* », décrypte le dirigeant d'une grande entreprise, qui participe à l'opération. Dans la floraison actuelle d'initiatives du petit monde des économistes, celle-ci risque de faire pschitt.

Les chercheurs appelés au secours par Bercy

Dans les couloirs du ministère des Finances, c'est une petite révolution. Après les ratés des prévisions de déficit en 2023 et 2024, Bercy a décidé de soumettre ses méthodes au regard d'économistes extérieurs. Le 14 novembre, un comité de neuf experts a été nommé pour améliorer « *les modèles de pilotage des finances publiques* » et des réunions ont été organisées avec des hauts fonctionnaires. Parmi les neuf élus, il y a les incontournables patrons de l'Insee et du Conseil d'analyse économique, Jean-Luc Tavernier et Camille Landais, mais aussi des spécialistes tels que François Ecalle, ex-magistrat de la Cour des comptes, ou Laurent Bach, chercheur en fiscalité. Les travaux sont coordonnés par Hippolyte d'Albis, professeur à l'Ecole d'économie de Paris et chef économiste de l'inspection générale des Finances, « *qui a l'avantage d'avoir un pied à Bercy tout en étant un universitaire indépendant* », relève un membre du comité. Sur le fond, les économistes espèrent inciter le ministère à partager davantage ses données. « *Il faut ouvrir la boîte noire des prévisions budgétaires*, plaidait Camille Landais en octobre, *afin d'offrir la possibilité à des instituts indépendants de réaliser leurs projections.* » D'autres prônent la publication des prévisions techniques de Bercy, avant leur traitement par le cabinet du ministre. « *Mais on voit mal la France assumer deux chiffres de déficits, l'un technique et l'autre politique, vis-à-vis des pays européens* », souffle un expert. Les débats ne font que commencer.